

LA RÉPONSE CGT EN 19 PROPOSITIONS

La CGT a mené son véritable débat à travers les cahiers d'expression revendicative populaire, donnant ainsi la possibilité à toutes et tous de faire entendre leur voix.

87 % de nos concitoyens demandent un changement de politique économique et sociale. Le système libéral mondialisé ne profite qu'aux multinationales et aux très riches. La lutte pour la justice sociale, fiscale ou la justice climatique est un tout, un même combat visant à changer de système. Il est illusoire de penser changer l'un sans l'autre, comme il est mensonger de donner à croire que des améliorations sont possibles sans changer de cap.

URGENCE SOCIALE

« *Nous voulons vivre de notre travail* ». C'est la phrase la plus entendue ces derniers mois. L'argent existe. Un chiffre : les entreprises du CAC 40 ont réalisé 93 milliards d'euros de bénéfices en 2017. 6 euros sur 10 sont allés dans les poches des actionnaires.

Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est indispensable pour pouvoir vivre : c'est bon pour l'économie grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat, bon pour les finances publiques et pour le financement de la protection sociale.

→ Pour une augmentation du Smic à 1800 euros brut et un relèvement immédiat des salaires de 20 % par mois.

D'après un sondage Opinion Way, 83 % de nos concitoyens estiment que les salaires sont insuffisants en France. Ils ont raison ! 50 % des Français touchent moins de 1500 euros net par mois et 6,5 millions de travailleurs gagnent moins de 750 euros. Près de la moitié des seniors actifs (plus de 50 ans) n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois (enquête CSA du 2 avril). Cette augmentation de 300 euros par mois pour les salariés au Smic est le minimum indispensable pour vivre un peu mieux, pour satisfaire les besoins les plus fondamentaux : se loger, se soigner, s'éduquer, s'alimenter, se reposer, communiquer, sortir... Parce que mon salaire, c'est aussi le brut. Les cotisations sociales incluses dans le salaire brut permettent de sécuriser ma santé, ma retraite, ma famille, une possible perte d'emploi. Augmenter le salaire brut bénéficie au salaire

net mais aussi au futur paiement de la retraite et plus généralement à la protection sociale.

→ Pour une égalité professionnelle et salariale effective femmes/hommes.

En équivalent temps plein, les femmes touchent 18,5 % de moins que les hommes selon l'Insee. Cette inégalité des droits est inacceptable. La résorber permettrait de renflouer, par les cotisations versées, la Sécurité sociale et les caisses de retraite de 5,5 milliards d'euros par an. Cette égalité professionnelle passe par la lutte contre la précarité. 80 % des femmes occupent des emplois à temps partiel. Mettons fin à cette discrimination avec l'emploi à temps plein pour règle.

→ Pour un montant de retraite égal à 75 % du dernier salaire (avec un minimum vieillesse de 1200 euros) et une indexation des pensions sur le salaire moyen.

→ Pour un droit au départ à 60 ans, anticipé à 55 ans au titre de la pénibilité et à 50 ans pour les métiers à très forte pénibilité comme les égoutiers.

La retraite doit s'affirmer comme une étape de la vie. Les 100 à 120 milliards nécessaires à l'horizon 2050 sont largement finançables par une baisse du chômage, une hausse des salaires doublée d'une obligation d'égalité femmes/hommes et la création d'un « malus » sur les emplois précaires, la suppression des exonérations de cotisations sociales (sur les bas salaires, les heures supplémentaires, etc.), une taxation supplémentaire des dividendes et une lutte véritable contre l'évasion fiscale.

→ Pour une Sécurité sociale intégrale avec un droit à compensation de la perte d'autonomie à tout âge au titre de l'assurance maladie.

La perte d'autonomie – essentiellement liée à des problèmes de santé – justifie une prise en compte au titre de la Sécurité sociale. Cela implique l'établissement d'un

grand service public de la santé et de l'action sociale, une remise en cause de la séparation médecine de ville/hôpital, de repenser l'hébergement en institution au sein d'une approche globale, une réforme de la tarification des hôpitaux. Si on mettait à contribution les revenus financiers des entreprises et des banques (325 milliards d'euros) au taux actuel des cotisations dites patronales, cela rapporterait 41 milliards d'euros à la branche maladie de la Sécurité sociale et financerait les besoins pour la perte d'autonomie.

Moins d'un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé. Dans la perspective de la sécurité sociale professionnelle que nous revendiquons, il faut améliorer l'accès aux allocations-chômage avec une indemnisation à hauteur de 80 % du Smic, tout en luttant contre l'abus aux contrats précaires par la modulation à la hausse des cotisations employeurs sur les contrats courts et par la mise en contribution des donneurs d'ordre plutôt que par les petits employeurs sous-traitants.

→ Pour un véritable droit au logement, l'encadrement des loyers et le rétablissement des APL.

Le droit à un logement de qualité doit être assuré pour tous. La part du logement dans le budget des ménages n'a cessé de s'élever, principalement du fait de la hausse des loyers. Selon le Credoc, pour les ménages les plus pauvres, plus de 50 % de leurs ressources y sont consacrées, sans plus aucun reste à vivre pour beaucoup...

En 2018, 65828 commandements de quitter les lieux ont été prononcés et 15547 expulsions ont été menées avec le recours à la force publique. Ces chiffres en constante augmentation depuis dix ans constituent un record historique. Aujourd'hui, 58 % des impayés locatifs résultent de la baisse de revenus des locataires qui, pour 31 % d'entre eux, est due à la perte d'emploi.

URGENCE ÉCOLOGIQUE

Crise sociale et enjeu écologique sont liés. C'est pour servir les intérêts du capital que l'environnement est mis sous sa coupe, la planète pillée. La transition écologique passe par une vraie réflexion sur l'industrie, les transports, le logement...

→ Pour la reconquête de l'industrie et une localisation au plus près des besoins.

Il n'y a pas d'un côté une industrie ancienne qui n'aurait plus d'avenir et une industrie moderne, à fort potentiel et

soucieuse de l'environnement... Il faut engager une politique de réindustrialisation locale en réhabilitant une politique industrielle capable de favoriser les circuits courts.

Avion, route, bateau... le secteur du transport est l'un des plus contributeurs au réchauffement climatique, d'autant plus que la mondialisation a entraîné une multiplication des trajets. 90 % du transport mondial des marchandises est assuré par la voie maritime.

Le naufrage du *Grande America* au large des côtes atlantiques françaises illustre un système qui fait passer la rentabilité avant l'être humain, la sécurité et l'environnement.

→ Pour le développement et l'amélioration des transports collectifs sur tout le territoire, dans une approche complémentaire et multimodale des différents modes de transport.

Les inégalités de mobilité s'accroissent entre les territoires. D'après l'Union routière de France, plus de 90 % des ménages vivant dans les communes de moins de 5000 habitants sont motorisés. 50 % possèdent un second véhicule.

Le constat est clair : les zones rurales sont totalement dépendantes de la voiture, avec tous les inconvénients que cela comporte pour le budget, l'environnement mais également pour les populations fragilisées comme les seniors ou privés d'emploi.

En finir avec la politique d'abandon des petites lignes ferroviaires, la fermeture des guichets et gares, est une priorité.

→ Pour la relance du fret et une écotaxe sur le transport routier.

Le cas de la remise en cause du train par les primeurs qui acheminent chaque jour 1400 tonnes de marchandises depuis Perpignan jusqu'à la gare du MIN de Rungis pour approvisionner le « ventre de Paris » est synonyme du non-sens écologique et économique de l'abandon du fret, alors que le trafic de l'A86 à hauteur de Rungis comptabilise un poids lourd toutes les six secondes et que 250 camions font le trajet depuis Perpignan.

La suppression de l'écotaxe a été un formidable gâchis politique et écologique. Elle constitue un moyen efficace du rééquilibrage des modes de transport. Elle est à rétablir sur le principe du pollueur/payeur admis de toute part.

→ Pour un plan massif de rénovation énergétique du parc de logements.

11 millions de personnes sont en précarité énergétique en France et 42 % d'entre elles reconnaissent avoir restreint leur chauffage en hiver faute de pouvoir payer des factures trop élevées. Outre l'enjeu social, la réhabilitation thermique à hauteur de 500 000 logements par an permettrait à la fois de lutter contre le réchauffement climatique en réduisant la consommation énergétique et de générer 75 000 emplois locaux.

URGENCE FISCALE

La fiscalité est un puissant moyen de financement des investissements de long terme, de réponse aux besoins sociaux et économiques et de réduction des inégalités, à condition que l'effort soit justement réparti. C'est ce que nous appelons la justice fiscale.

→ Pour la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, l'abaissement du taux de TVA de 20 à 15 % et la remise en vigueur de l'ISF.

→ Pour un élargissement de l'impôt sur les revenus à tous les revenus financiers en lui donnant une meilleure progressivité par l'augmentation du nombre de tranches et du taux d'imposition des tranches supérieures.

→ Pour une réforme de la fiscalité locale afin de diminuer les charges des ménages à faibles revenus et réduire les inégalités territoriales.

L'ensemble des niches fiscales coûtent à la France 150 milliards d'euros et ne bénéficient majoritairement qu'aux plus riches et aux très grands groupes. En contrepartie, ce sont les classes populaires et moyennes qui financent les cadeaux fiscaux – notamment au moyen de la TVA et des autres taxes. Avec nos propositions, la fiscalité totale d'un couple avec 2 enfants et un salaire annuel de 36 000 euros verrait sa contribution se réduire, passant de plus de 5 000 euros acquittés actuellement aux alentours de 4 000 euros, soit une diminution d'imposition de près de 20 %. Cette inégalité fiscale frappe aussi les entreprises. Selon les modes de calcul, le taux d'imposition des PME est de 10 à 20 points supérieurs à celui des grandes entreprises. La modulation de l'impôt répondrait à ce problème.

→ Pour un renforcement réel de la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.

100 milliards d'euros, c'est *a minima* le chiffre annuel estimé de la fraude fiscale. Lutter contre les paradis fiscaux

et l'évasion fiscale permettrait de financer à hauteur des besoins la Sécurité sociale, les services publics, les politiques redistributives. C'est aller à contresens des 40 000 suppressions de postes sur vingt ans dans les services des finances publiques, alors que le contrôle fiscal s'est largement complexifié face à des montages de plus en plus compliqués.

URGENCES DÉMOCRATIQUES

Parce que les services publics sont notre bien commun et la satisfaction de l'intérêt général leur raison d'être, ils doivent mieux répondre aux attentes et aux besoins des populations. Ils sont les outils de la solidarité, de la citoyenneté et de la cohésion sociale.

La démocratie ne doit pas avoir pas de barrière. L'entreprise doit aussi être concernée. Les salariés doivent avoir le droit de peser sur les décisions des directions.

→ Pour le maintien et le développement de services publics de proximité, qu'il s'agisse de la santé, de l'école, des transports ferroviaires et plus largement collectifs, des postes ou des administrations pour répondre aux besoins des usagers.

→ Pour des services publics de qualité dotés de personnels sous statut et des moyens nécessaires.

Au prétexte de la réduction des prélèvements obligatoires, le gouvernement n'a de cesse de s'attaquer à l'ensemble des services publics, aux statuts de leurs personnels – qui sont la garantie pour les usagers de l'impartialité et de la continuité des missions qu'ils exercent. Il faut en finir avec les effets néfastes des suppressions de postes, des privatisations, des dématérialisations, des restrictions budgétaires.

Les conséquences deviennent de plus en plus criantes. Le rapport annuel du défenseur des droits pointe un repli du service public et une banalisation de la non-réponse (suppression de guichets, désert médicaux, réorganisation du juridique, exclusion numérique...). Aujourd'hui, 20 % à 25 % de la population ne peut accéder aux services publics.

Réaffirmons que les services publics et la fonction publique sont nécessaires pour la cohésion sociale et l'équilibre des territoires. Ils sont aussi une richesse et un investissement pour le développement économique et la croissance.

→ Pour de nouveaux droits d'expression et d'intervention pour tous les salariés et leurs représentants, quelle que soit la taille de l'entreprise, qui permettent de lutter contre les fermetures en cascade d'entreprises (notamment industrielles).

Il faut rendre l'entreprise citoyenne en rétablissant les institutions représentatives du personnel et leurs prérogatives, en affirmant un droit d'alerte préventif d'opposition ou d'alternative jusqu'à la création d'un comité interentreprises, lieu d'information, de consultation, de dialogue au niveau d'une filière, pour mieux encadrer et contrôler socialement les relations déséquilibrées entre donneurs d'ordre et sous-traitants.

→ Pour les droits et libertés de se syndiquer, de revendiquer, de manifester, de faire grève et de négocier pour tous les salariés sans entrave, ni discrimination ou criminalisation du mouvement social et de l'action collective.

À la répression antisyndicale patronale s'ajoute la dérive autoritaire de l'État. Cet autoritarisme n'est pas la solution mais amplifie la crise. Débattre, c'est savoir écouter, accepter la contestation, prendre en compte les propositions alternatives.

URGENCE À AMÉLIORER LE QUOTIDIEN AU TRAVAIL

Soigner le travail, lui redonner sens et reconnaissance, sont aussi des aspirations fortes.

Transformer le travail est une nécessité. C'est en se fondant sur l'expertise des salariés de leur « boulot » qu'on peut y arriver vraiment.

→ Pour la réduction du temps de travail à 32 heures effectives sans perte de salaire.

Aborder la question de la réduction légale du temps de travail remet le débat à sa vraie place : quelle redistribution des gains de productivité et des richesses ? Les richesses créées doivent servir à améliorer la vie des salariés, leurs conditions de travail, leurs salaires et leur santé pour leur permettre de mieux vivre dans et hors l'entreprise. Le temps libre pour les uns permet l'accès à l'emploi pour les autres. Travailler moins, c'est travailler mieux, travailler toutes et tous. Le passage réel à 32 heures est potentiellement créateur de 4 millions d'emplois.

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Âge : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____